



**MISE EN CONCURRENCE RELATIVE A UNE CONCESSION DE SERVICE
PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE ACTIVITE DE BAR-
RESTAURANT**

1 avenue de la Marseillaise, 67000 Strasbourg

Cahier des charges

Préambule

Lieu unique dans le paysage théâtral français, le Théâtre national de Strasbourg (TnS) est le seul théâtre national implanté en région. Il est un des cinq théâtres nationaux français avec la Comédie-Française, l'Odéon Théâtre de l'Europe, le Théâtre national de la Colline et le Théâtre national de Chaillot.

Le TNS présente plus d'une quinzaine de spectacles par saison, dont plusieurs créations et coproductions.

Pour mener à bien ses missions de création et de diffusion théâtrale, d'enseignement et d'élargissement des publics, le TNS s'appuie sur un effectif permanent d'une centaine de salarié·es techniques et administratif·ves, placées sous l'autorité du directeur ou de la directrice nommé·e par le ministère de la Culture.

Le Théâtre National de Strasbourg est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) directement rattaché au ministère de la Culture par décret du 31 mai 1972 ainsi qu'au ministère des Finances.

Sur trois sites cohabitent des salles de spectacles, une École supérieure d'Art dramatique, des salles de travail et de répétitions, des locaux administratifs, des ateliers de création des décors et des costumes.

Au 1er septembre 2023, Caroline Guiela Nguyen a pris la direction du TnS et de son École pour un premier mandat de 5 ans, renouvelable deux fois pour 3 ans.

LE NOUVEAU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL DU TNS

Directrice du TnS depuis le 1er septembre 2023, Caroline Guiela Nguyen souhaite penser le Théâtre et son École comme un lieu de vie, de création, de pensée et d'hospitalité qui permet la rencontre entre les œuvres et les habitant·es.

Conjuguant rayonnement international et création au plus proche du territoire, le projet artistique s'appuie **sur la question centrale des « nouveaux récits » et des « récits manquants »**, des récits qui ouvrent les scènes à des langages, des accents, des corps jusqu'à présent quasiment absents des plateaux de théâtre. Ces récits parcourront toutes les dimensions du théâtre : dans les spectacles programmés chaque saison, dans le programme pédagogique de l'École du TnS, dans la relation et la rencontre avec les habitants·es et les partenaires du TnS. Ce pilier du projet trouvera aussi une réponse novatrice avec la création du Centre des Récits, intégré au Département du développement des créations. Il a pour vocation d'accompagner les artistes dans leur recherche d'expertise du réel, en recueillant des récits de vie, d'expériences, et en créant des contenus inédits – ce qui, à terme, deviendra un lieu de ressource et d'archivage pour les histoires et la mémoire de ce qui n'est pas encore raconté. Enfin, ce besoin de récits inouïs et de visages nouveaux trouvera une réponse forte dans l'ouverture du théâtre et de

l'École aux expressions cinématographiques et audiovisuelles, ainsi qu'à la place centrale donnée aux amateur·rices dans la création et le développement de la pratique en amateur dans les murs du TnS.

Adossée à la question des nouveaux récits, Caroline Guiela Nguyen souhaite que la relation entre les **habitants·es** et le TnS évolue et s'enrichisse profondément. Guidée par des objectifs structurants d'élargissement du public, de mixité et de rencontre intergénérationnelle, mais aussi d'engagement des habitant·es dans la mission de création du TnS, la politique de développement des publics du théâtre reposera désormais sur le principe de territorialisation. À travers ce désir de rencontre entre les habitant·es, les œuvres, les artistes et les récits au cœur du nouveau projet, le TnS pose le principe suivant : penser la création et la médiation dans un même geste est une nécessité artistique et éthique pour repenser l'action et les missions du théâtre public. Cette conviction se traduira par la création de trois troupes d'acteur·ices non professionnel·les réparties sur le territoire et dont les créations seront présentées chaque saison dans la programmation officielle du théâtre. Enfin le TnS pourra s'appuyer sur un tissu de partenaires dense et historique (institutionnels, associatifs, collectifs, médias), et partageant l'engagement du TnS pour une politique de développement et de diversification des publics inclusive, intergénérationnelle et hospitalière.

L'enjeu d'hospitalité s'incarnera dans la transformation progressive des espaces du théâtre, afin d'accueillir les personnes dans une temporalité plus longue, offrant véritablement la possibilité de s'approprier tous les lieux du théâtre, en plus de l'avant/après représentation du spectacle. Ces espaces repensés, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs, permettront d'ouvrir sensiblement le lieu pour les spectateurs·rices, les élèves, les salarié·es, les personnes de passage, les riverain·es, les visiteur·ses, soit lors de rendez-vous festifs et fédérateurs programmés et connus en amont, soit de manière plus imprévue pour des usages libres qui s'inventeront collectivement.

Ces trois piliers du projet de Caroline Guiela Nguyen – récits, habitant·es et hospitalité – entreront également en résonnance avec **l'École du TnS** et la cinquantaine de jeunes artistes entre 18 et 27 ans qui l'habitent. Formé·es pendant trois ans dans ce Théâtre-École unique en France, ils et elles sont nos futur·es acteur·rices, scénographes-costumier·es, dramaturges, metteur·ses en scène, régisseur·ses-créditeur·rices. Sous l'impulsion de Caroline Guiela Nguyen, les enjeux d'inclusivité, d'intersectionnalité et d'excellence de la formation seront poursuivis et renforcés grâce à un programme pédagogique transversal, perméable au monde et ouvert aux nouveaux questionnements esthétiques et dramaturgiques de notre époque.

Espace-temps unique, l'École du TnS sera un lieu nécessaire dont l'indispensable liberté offerte aux élèves permettra l'émergence d'un théâtre de demain, celui que nous ne connaissons pas encore.

En conformité avec le projet artistique ci-dessus décrit, le TNS, autorité concédante, recherche un partenaire pour lui confier la gestion et l'exploitation des bars et du bar-restaurant du théâtre, sous la forme d'une concession de service au sens des articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du code de la commande publique, dont l'objet principal est d'offrir au public fréquentant le théâtre et l'École du TNS, ainsi qu'aux personnes qui le fréquentent quotidiennement (100 salariés permanents hors les salariés intermittents, 50 élèves), une prestation de bar et de restauration, dans un cadre convivial et attrayant, conforme à l'image et à la notoriété du TNS, dans une démarche éco-responsable et promouvant les circuits courts et/ou l'agriculture biologique ou raisonnée.

Le présent document constitue le cahier des charges de la consultation : il précise la nature du besoin exprimé par le CONCEDANT, l'objet de la concession et ses spécifications techniques et fonctionnelles et ; les conditions d'exécution du contrat et les conditions dans lesquelles intervient l'exploitation du bar-restaurant du TNS par le CONCESSIONNAIRE.

Article 1 : Besoin exprimé par le CONCEDEANT au titre de l'exploitation du bar-restaurant du Théâtre National de Strasbourg

1.1 Des lieux de convivialité au service d'une offre de qualité et efficace prestée à une clientèle diverse dans un lieu culturel

Le bar-restaurant du théâtre est mis à disposition du CONCESSIONNAIRE par le Théâtre National de Strasbourg, autorité concédante, afin de favoriser l'ouverture du théâtre sur son environnement local, en s'adressant notamment à une clientèle dépassant le personnel et le public du théâtre.

Ces lieux doivent offrir au public fréquentant le théâtre, au personnel et aux élèves du théâtre, ainsi qu'aux équipes artistiques et techniques invitées, une prestation de qualité proposant de la restauration au sein du bar-restaurant du Théâtre National de Strasbourg le midi et le soir.

La carte du CONCESSIONNAIRE devra notamment comprendre une restauration de qualité pouvant être servie rapidement avant le début des spectacles. Le théâtre privilégiera dans l'examen des dossiers de candidature une restauration simple et rapide intégrant des produits issus de circuits courts et/ou de l'agriculture biologique ou raisonnée par rapport à une carte fournie qui serait de nature à porter atteinte à la rapidité et la fluidité du service.

Pour répondre au mieux à ces objectifs, il est attendu du CONCESSIONNAIRE qu'il rende le lieu convivial et attrayant, dans un esprit et une esthétique proches de ceux du théâtre et dans des conditions respectueuses des missions de service public assurées par le TNS.

1.2 Une exploitation respectueuse de l'identité, de l'activité, de la notoriété et de l'image du Théâtre National de Strasbourg

Le bar-restaurant fait partie intégrante du Théâtre National de Strasbourg, et ne constitue pas un bâtiment distinct. Tous les locaux du théâtre, dont le bar, sont la propriété de l'Etat et gérés par le théâtre, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial.

Ainsi, les espaces du bar-restaurant sont intimement liés au Théâtre National de Strasbourg et leur occupation largement conditionnée par son activité.

L'exercice, dans l'enceinte du TNS, de l'activité de bar-restaurant conduit à ce que les clients du bar-restaurant, les spectateurs du théâtre et l'opinion publique assimilent spontanément l'activité du bar à celle du théâtre.

Le Théâtre National de Strasbourg est de ce fait très attentif à l'image, la communication et la réputation du bar-restaurant qu'il héberge, puisqu'elles ont des conséquences immédiates sur sa propre image et sa réputation. Il est donc attendu du CONCESSIONNAIRE que son activité et sa communication soient réalisées dans des conditions et selon des modalités conformes à la réglementation et dans le souci de préserver l'image, la réputation, la notoriété et le rayonnement du Théâtre National de Strasbourg.

1.3 Une offre et une activité commerciales répondant aux problématiques de transition écologique

La transformation écologique fait l'objet d'un cadre d'action et de coopération (CACTÉ) du ministère de la culture, tutelle du Théâtre National de Strasbourg. Il comprend notamment des engagements en matière d'alimentation responsable, de gestion des déchets, la protection de la biodiversité et la réduction des consommations de fluide.

La transition écologique est une question sociétale majeure et centrale : le Théâtre National de Strasbourg a fait le choix de l'intégrer comme paramètre à toutes ses activités et l'inscrit au cœur des valeurs qu'il promeut. Le Théâtre National de Strasbourg souhaite s'investir pleinement sur cette question en étant moteur et exemplaire, et en y associant son public.

À ce titre, il est attendu du CONCESSIONNAIRE que la question du développement durable soit également intégrée dans son activité commerciale et l'offre proposée.

La carte proposée devra à cet égard être composée majoritairement de produits provenant de circuits courts et/ou de l'agriculture biologique ou raisonnée.

Il est notamment attendu du CONCESSIONNAIRE que son activité soit respectueuse de l'environnement (en matière de gestion des fluides, de traitement des déchets, d'acquisition et d'entretien des équipements et ustensiles etc.).

Article 2 : Spécifications techniques et fonctionnelles de la concession

2.1 Nature, localisation et réglementation applicable aux locaux mis à disposition du CONCESSIONNAIRE

Le bar-restaurant du théâtre et les autres bars sont situés sur le domaine public de l'Etat. En conséquence, le régime juridique de la concession est celui du droit public.

Le contrat de concession n'est pas constitutif de droits réels sur le site et les installations au profit du CONCESSIONNAIRE. Il ne pourra donc pas les hypothéquer afin de garantir d'éventuels emprunts.

LE CONCESSIONNAIRE ne pourra ni prétendre à la propriété commerciale des lieux, ni constituer un fonds de commerce.

Les espaces mis à disposition au titre de la concession sont situés au Théâtre National de Strasbourg.

Le bâtiment situé 1 avenue de la Marseillaise est un Établissement Recevant du Public de type LRN 2^{ème} catégorie.

2.2 Description des locaux mis à disposition du CONCESSIONNAIRE

2.2.1 Bar-Restaurant

L'espace du bar-restaurant correspond, avenue de la Marseillaise, au local principal comprenant :

Au rez-de-chaussée (niveau parvis) :

- Une salle de bar-restaurant (salle : 76 m² espace public), accueillant actuellement 52 couverts ;
- Zone bar : 18,5 m²
- Une terrasse de plein air donnant sur le parvis côté avenue de la Marseillaise, d'une surface de 177m² pour la surface en bois, et de 215 m² en y incluant la zone de parvis devant le bar ; la terrasse accueille actuellement 80 couverts ;
- Un local cuisine de 12,50m²
- Un espace de stockage extérieur fermé et de plain-pied de 20,90m²
- Des toilettes publiques de 11,20m²

Au rez-de-chaussée (niveau rue Malraux) :

- Local poubelle : 10,60 m²

Au sous-sol :

- Une réserve n°1 de 10,20m² comprenant une chambre froide
- Une réserve n°2 de 10,90m²
- Une réserve n°3 (bière + dégraisseur) de 5,60m²

Total concessionnaire : 353,40m² dont total public 264.20m²

2.3 Ouverture et fermeture du Théâtre national de Strasbourg et du bar-restaurant

2.3.1. Jours et horaires d'ouverture du Théâtre National de Strasbourg et du bar-restaurant

Le Théâtre National de Strasbourg est ouvert, a minima, tous les jours, du lundi au samedi, de 8h00 à 22h30 hors jours de représentation.

Pendant les périodes de représentation, les horaires d'ouverture du bar-restaurant devront respecter l'amplitude minimale suivante :

- Du lundi au samedi de 11h à 23h00 pendant la période d'hiver (début octobre à mars) et 11h à 23h30 pendant la période d'été (mars à début octobre).
- Le dimanche après-midi, deux heures avant le début des représentations et une heure après la fin des manifestations publiques.

NOTA : Le public devra être accueilli au moins une heure après la fin des représentations dans la limite de 23h30.

2.3.2. Périodes de fermeture du Théâtre National de Strasbourg

Les jours habituels de fermeture du Théâtre National de Strasbourg sont :

- Les dimanches sans représentation ;
- La plupart des jours fériés ;
- Deux jours fériés supplémentaires, que sont le Jeudi saint, et le 2 novembre, en application des accords collectifs du CONCEDANT ;
- Une semaine entre Noël et le Premier de l'an ;
- Potentiellement trois semaines de fermeture en été, généralement positionnées sur la dernière semaine de juillet et les deux premières semaines du mois d'août (le calendrier précis est déterminé au printemps de l'année en cours) ; cette fermeture peut toutefois ne pas intervenir, à l'initiative du théâtre, en fonction de la nature et du nombre d'activités artistiques envisagées durant l'été.

Si le concessionnaire souhaite une ouverture du bâtiment lors de la fermeture de Noël, des jours fériés, ou de la période estivale, elle pourra se faire avec accord préalable et il assumera les frais de gardiennage occasionnés. Il devra dans ce cas en faire la demande au théâtre sous trois jours ouvrables à réception du planning du mois.

À titre indicatif, les frais de gardiennage supportés par le Théâtre National de Strasbourg sont en moyenne de 26,50 €/heure HT.

Le calendrier des ouvertures et fermetures de l'établissement pour la saison 2024/2025 est joint en annexe, à titre indicatif.

2.3.3 Conditions d'ouverture du bar-restaurant sur les périodes et horaires de fermeture du Théâtre National de Strasbourg

Le CONCESSIONNAIRE conserve la possibilité d'ouvrir le bar-restaurant pendant les périodes de fermeture du théâtre ou selon une amplitude horaire plus importante que l'ouverture du théâtre, dans la limite de 0h00 (minuit). Il sollicite alors l'accord préalable du CONCEDANT, dans le respect d'un délai de trois jours suivant la réception du planning d'ouverture de l'établissement qui lui est transmis par la direction technique.

Article 3 : Conditions d'exploitation de la concession

3.1 Durée du contrat

Le contrat de concession est conclu pour une période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 août 2028. A l'échéance, il pourra éventuellement faire l'objet d'une reconduction expresse de six mois deux fois (prolongation possible jusqu'au 31 août 2029). A l'issue de cette période, le concessionnaire pourra postuler lors d'une nouvelle consultation, sous réserve des cas d'exclusion prévus par les dispositions du code de la commande publique.

Compte tenu des travaux à effectuer par le CONCESSIONNAIRE, l'exigibilité des loyers ne prendra effet qu'à compter du 15 janvier 2026.

3.2 Aménagement des locaux et équipements

3.2.1 Etat des lieux, inventaire et conditions d'acquisition d'équipements et matériels complémentaires

A l'installation du CONCESSIONNAIRE, un état des lieux et un inventaire contradictoires sont effectués. L'inventaire établit la liste des biens de retour, la liste des biens de reprise et la liste des biens propres. Un exemplaire signé par les deux parties est remis au CONCESSIONNAIRE par le CONCEDANT.

La liste des biens mis à disposition du Concessionnaire par le Concédant figure en annexe du présent cahier des charges. En cas de détérioration, destruction ou perte desdits biens, le concessionnaire sera tenu d'indemniser le concédant à hauteur de leur valeur nette comptable.

Si le CONCESSIONNAIRE souhaite compléter ces investissements par l'acquisition de matériels complémentaires qualifiables de biens de retour ou de biens de reprise au sens de l'article 3.2.4, il le pourra, sous réserve de l'accord préalable exprès et écrit du CONCEDANT. Sauf urgence impérieuse face à une situation de panne de matériel menaçant la capacité du CONCESSIONNAIRE à assurer son activité, la demande doit être formulée dans un délai de 7 jours ouvrés pour toute acquisition inférieure à 300€ et 15 jours ouvrés pour toute acquisition supérieure à 300€. En revanche, le CONCESSIONNAIRE est libre de procéder à l'acquisition d'équipements et matériels qualifiables de biens propres au sens de l'article 2.4.4 sans l'accord préalable du CONCEDANT.

L'inventaire est actualisé chaque année à la date anniversaire de la concession, afin de mettre à jour la liste des biens de retour, des biens de reprise et des biens propres. Un exemplaire signé par les deux parties est remis au CONCESSIONNAIRE par le CONCEDANT.

3.2.2 Respect du cadre et de l'image du Théâtre National de Strasbourg s'agissant du mobilier, des équipements et de l'ambiance

Le mobilier, les équipements et l'ambiance du bar et de la terrasse (décoration notamment) choisis par le CONCESSIONNAIRE doivent s'inscrire en cohérence avec le reste de l'établissement et son environnement, ainsi que l'image du CONCEDANT et l'ambiance proposée par le CONCEDANT à son propre public.

Une proposition sera formulée par chaque candidat dans son dossier de candidature.

Les choix faits par le CONCESSIONNAIRE dans ce domaine sont soumis à l'accord préalable exprès du CONCEDANT, qui doit être consulté dans un délai de 15 jours ouvrables. Le CONCEDANT s'assure que les choix faits par le CONCESSIONNAIRE pour ces investissements sont en cohérence avec l'attention portée par le théâtre au développement durable et à la qualité d'accueil des spectateurs.

3.2.3 Jour de mise à disposition des locaux

Le CONCEDANT se réserve le droit de jouissance des locaux pour une durée de 6 jours par année civile (locaux intérieurs et/ou terrasse extérieure) destiné à l'organisation de ses activités relevant de ses missions de service public et pédagogiques, ainsi qu'aux opérations de montage technique afférentes.

Ces mises à disposition ne sauraient entraîner de quelconque indemnités ou dédommagements du CONCEDANT.

Le concessionnaire sera prévenu par le concédant trente jours (30) avant chaque utilisation, afin de coordonner avec ce dernier les modalités pratiques d'occupation.

3.2.4 Propriété des biens à la fin de la concession

Au terme de la concession, la répartition des biens entre le CONCEDANT et le CONCESSIONNAIRE est effectuée dans le respect de la répartition retenue au titre du dernier inventaire établi entre les biens de retour, les biens de reprise et les biens propres.

Les biens de retour sont regardés comme ceux nécessaires ou indispensables au fonctionnement du café-restaurant : ils appartiennent au CONCEDANT et lui reviennent à la fin de la concession.

Les biens de reprise sont regardés comme ceux qui, sans être indispensables au fonctionnement du café-restaurant, demeurent utiles : ils constituent la propriété du CONCESSIONNAIRE durant toute la concession et leur transfert au CONCEDANT n'intervient qu'à l'issue de la convention, avec son accord, et pour un prix de rachat équivalent à la valeur nette comptable du bien, correspondant au mieux à la part non amortie des biens.

Tous les autres biens, non visés aux articles précédents et qui ne sont pas strictement nécessaires, ni utiles à l'exploitation de la concession, sont considérés comme biens propres du délégataire. Acquis ou construits pour l'exercice d'activités indépendantes de la concession, ces derniers peuvent néanmoins être affectés par

le CONCESSIONNAIRE à l'exploitation de la concession : ils demeurent en tout état de cause la propriété du CONCESSIONNAIRE à l'issue de la concession, sauf décision du CONCEDANT qui peut les acquérir à leur valeur nette comptable.

Les biens de reprise et les biens propres du CONCESSIONNAIRE, sous réserve de leur rachat par le CONCEDANT, peuvent être revendus à l'exploitant suivant en cas de succession d'entreprise à l'issue du renouvellement de la CONCESSION.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à assurer la bonne maintenance et le bon entretien du matériel et des équipements affectés à son activité, qu'ils aient été acquis par le CONCEDANT et mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE ou qu'ils l'aient été par le CONCESSIONNAIRE lui-même.

Un état des lieux et un inventaire contradictoires complets de l'ensemble du matériel, mobilier et petit équipement sont réalisés à l'échéance du contrat de concession. Un exemplaire est remis au CONCESSIONNAIRE par le CONCEDANT.

Dans l'hypothèse où le CONCESSIONNAIRE n'est pas renouvelé dans le cadre de la procédure de mise en concurrence suivante, l'inventaire contradictoire réalisé sert à la détermination des biens dont le rachat par le CONCEDANT peut intervenir.

3.3 Obligations du CONCESSIONNAIRE et du CONCEDANT

3.3.1. Respect des lois, règlements et conventions en vigueur

Outre qu'il est tenu de respecter la présente convention, le CONCESSIONNAIRE est tenu de se conformer aux lois et règlements applicables. Cette obligation couvre notamment : l'hygiène, les mesures de police concernant la tenue des débits de boissons, la protection des mineurs contre l'alcoolisme, la réglementation incendie applicable aux Etablissements Recevant du Public (ERP), la réglementation sanitaire imposée par l'épidémie de Covid-19, le règlement intérieur du théâtre, précisant les conditions du service aux bars d'entracte et leurs incidences sur la sécurité des locaux, ainsi que la réglementation en matière d'accessibilité.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à assurer la sécurité et le bon fonctionnement des équipements et matériels et à gérer le service dans le respect des principes de continuité, de neutralité et d'égalité de traitement des clients.

Il s'assure que les personnels en relation avec la clientèle bénéficient d'une tenue irréprochable, soient identifiables et fassent preuve de courtoisie.

Le CONCESSIONNAIRE doit être en mesure de justifier à tout moment du respect des obligations légales et réglementaires prohibant le recours au travail dissimulé, la publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé, ainsi que le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé, qu'il s'agisse de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié.

3.3.2 Autorisations réglementaires

Si le concessionnaire choisi ne dispose pas d'une licence IV, le Concédant mettra gracieusement le sien à sa disposition pendant toute la durée du marché.

À l'exception de la licence IV dont le CONCEDANT est propriétaire et qu'il peut gratuitement mettre à disposition du CONCESSIONNAIRE, ce dernier aura la charge d'obtenir par ses propres moyens toutes les autorisations et habilitations nécessaires à l'exploitation du bar-restaurant et de se soumettre à la formation professionnelle obligatoire assurée par le groupement des hôteliers restaurateurs et débitants du Bas-Rhin.

En cas de méconnaissance de cette double condition dans un délai de deux mois à compter de la signature du contrat, le CONCEDANT met le CONCESSIONNAIRE en demeure de résoudre la situation dans un délai raisonnable, déterminé en fonction de la nature du manquement constaté et du délai de conduite des procédures administratives. En l'absence de résolution de la situation dans un délai de deux mois après la mise en demeure adressée par le CONCEDANT, le contrat de concession est automatiquement résilié aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE, sans possibilité d'indemnisation du CONCESSIONNAIRE par le CONCEDANT.

3.3.3 Cession du contrat et modification du CONCESSIONNAIRE

Toute transmission du contrat ou sous-occupation est interdite.

LE CONCESSIONNAIRE retenu par le CONCEDANT est choisi *intuitu personae*, en considération des qualités et capacités du CONCESSIONNAIRE.

Toute modification de la répartition du capital de la société titulaire du contrat de concession ayant pour effet direct ou indirect de faire perdre le contrôle de la société par ses actionnaires majoritaires à la date d'attribution du contrat fait l'objet

d'une information préalable et écrite du CONCEDANT : cette information précise les garanties financières et techniques équivalentes apportées par les nouveaux actionnaires majoritaires. Cette information au CONCEDANT intervient dans le délai de 15 jours avant toute modification de la répartition du capital.

Tout changement dans l'actionnariat et le contrôle du CONCESSIONNAIRE de nature à remettre en question le caractère intuitu personae de la concession ouvre au CONCEDANT le droit :

- D'obtenir communication de toutes les pièces nécessaires sur les garanties économiques, financières, techniques et professionnelles du repreneur ;
- De décider de la résiliation anticipée du contrat de concession s'il considère que les garanties précitées ne lui permettent plus de poursuivre la relation contractuelle ou si les conditions de mise en concurrence initiales sont susceptibles d'être remises en cause ;
- D'engager la modification du contrat de concession pour l'adapter aux nouvelles conditions d'exploitation dans les conditions et limites prévues par les règles de la commande publique.

La méconnaissance par le CONCESSIONNAIRE des dispositions du présent article entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 4.2 et autorise le CONCEDANT à engager une procédure de résiliation pour manquement dans les conditions prévues à l'article 4.3.

3.3.4 Prestation de service assurée par le CONCESSIONNAIRE dans le cadre de la concession

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité ainsi que la qualité du service dont la gestion lui est concédée.

Il veille à ce que les services offerts soient suffisants et de qualité pour satisfaire au mieux les usagers et contribuer à la bonne image, à la bonne réputation et à la bonne exécution des missions de service public et d'accueil du public du CONCEDANT.

La continuité du service doit être assurée, sous réserve des cas de force majeure. En cas d'arrêt injustifié du service, sans préjudice d'une résiliation pour faute prononcée par le CONCEDANT, le CONCESSIONNAIRE peut voir sa responsabilité recherchée.

La carte est majoritairement composée de produits provenant de circuits courts et/ou de l'agriculture biologique et/ou raisonnée. A cet égard, le CONCESSIONNAIRE accorde une attention particulière à l'origine des produits et à leur saisonnalité. Le CONCESSIONNAIRE informe les clients de l'origine des produits et de leurs composants allergènes, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le CONCESSIONNAIRE accorde une attention particulière à la qualité des plats servis. Il s'engage à dialoguer avec le CONCEDANT sur la manière d'améliorer la qualité des plats en cas d'insatisfaction exprimée par des clients, qu'ils relèvent ou non du personnel et des élèves du théâtre, qu'ils soient ou non spectateurs.

Il garantit un accueil privilégié aux spectateurs du CONCEDANT, dans l'heure qui précède le début et celle qui suit la fin des représentations. A cet effet, il s'engage à supprimer toute diffusion musicale durant ces périodes afin de faciliter les conversations.

Une enquête annuelle de satisfaction est conduite par le CONCESSIONNAIRE auprès des clients du bar-restaurant, selon des modalités définies de manière conjointe avec le CONCEDANT. L'enquête porte à la fois sur la qualité du service (rapidité, fluidité), la qualité des plats servis, l'ambiance du bar-restaurant et la courtoisie du personnel. Les résultats de cette enquête annuelle sont communiqués par le CONCESSIONNAIRE au CONCEDANT dans les 30 jours.

Les prix proposés sont fixés par le CONCESSIONNAIRE, qui s'engage à ce qu'ils ne présentent pas un caractère prohibitif et soient adaptés aux spectateurs du Théâtre National de Strasbourg, à son personnel et à ses élèves.

3.3.5 Obligations des parties en matière d'utilisation et d'entretien des locaux et du matériel

a) Obligations du CONCEDANT

Le CONCEDANT assume les grosses réparations relatives au clos et au couvert inhérentes au propriétaire et à l'exclusion expresse de celles consécutives à un manquement du CONCESSIONNAIRE à ses obligations d'entretien. Les services techniques du CONCEDANT assurent la maintenance générale du bâtiment et du système de sécurité incendie.

Les réparations des biens de retour et leur remplacement en cas de panne non réparable ou de panne dépassant leur valeur nette comptable incombent au CONCEDANT, sous réserve que la panne ne résulte d'un manquement du

CONCESSIONNAIRE à ses obligations en matière d'entretien ou d'une utilisation de ces biens par le CONCESSIONNAIRE selon des modalités non conformes aux prescriptions techniques.

Le Concédant procède, tous les deux mois, à la vidange et au nettoyage du bac à graisse du restaurant. Les frais afférents sont refacturés au Concessionnaire et intégrés dans les charges mensuelles forfaitaires à hauteur de 200 euros.

b) Obligations du CONCESSIONNAIRE

Le CONCESSIONNAIRE s'interdit toute nuisance sonore pouvant perturber l'activité du théâtre (exploitation, répétitions, ateliers, cours de l'Ecole, conférences, ou toute autre activité artistique et culturelle). Le CONCESSIONNAIRE s'engage à maintenir en bon état d'utilisation les diverses installations et les matériels.

Le CONCESSIONNAIRE a l'entière charge et responsabilité de tous les travaux d'entretien nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de l'équipement et des installations mis à sa disposition, y compris ceux nécessaires au bon entretien des biens de retour.

Les réparations de tous les dommages causés aux équipements et installations sont à la charge du CONCESSIONNAIRE. Il effectue ou fait effectuer les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation à sa charge, aussi souvent que nécessaire et dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur.

Faute pour le CONCESSIONNAIRE de pourvoir à cet entretien et à ces réparations, le CONCEDANT peut faire procéder, aux frais du CONCESSIONNAIRE, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au bon fonctionnement des équipements et installations, y compris en matière d'hygiène, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai de 30 jours.

Les locaux, installations, matériel de cuisine, de distribution et de salles seront maintenus en parfait état de propreté par le concessionnaire ; il en sera de même des dépendances, le CONCESSIONNAIRE assumant la charge de l'évacuation des déchets et des emballages vides, dans le respect des règles d'hygiène, notamment concernant les ordures ménagères.

A ce titre, le concessionnaire doit notamment assurer :

- Le nettoyage et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, motifs de décoration, mobilier, terrasse, etc.) ;
- Le nettoyage selon les normes d'hygiène applicables et l'entretien spécifique du petit et du gros matériel de l'office, de façon à garantir parfaitement l'usage auquel il est destiné ;
- L'entretien de la terrasse ; la gestion des déchets. Un tri sélectif des déchets est mis en place. Le calendrier d'enlèvement des déchets sera transmis au CONCESSIONNAIRE.

Le CONCESSIONNAIRE empêche toute présence d'animaux ou d'insectes, et signera à cette fin un contrat avec une entreprise de sanitation. Le CONCESSIONNAIRE ne pourra stocker ni marchandise ni objet qui seraient nauséabonds ou malsains et qui nuiraient à la propreté du théâtre.

Le CONCESSIONNAIRE prend à sa charge tous les impôts et taxes afférents à l'exploitation de son activité.

Le CONCESSIONNAIRE doit obtenir l'accord préalable du CONCEDANT pour organiser des événements ou soirées musicales, conformément aux dispositions prévues à l'article 3.3.10 du présent document

3.3.6 Eco-responsabilité et respect du développement durable

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à conduire une activité respectueuse de l'environnement (en matière de gestion des fluides, des déchets, de ses équipements et ustensiles etc.).

Il informe le CONCEDANT des mesures qu'il prend à cet effet.

Il communique au CONCEDANT l'ensemble des informations demandées par ce dernier dans le cadre des procédures administratives de rénovation énergétique, bilan carbone et certificats d'économie d'énergie.

3.3.7 Assurance et responsabilité

LE CONCESSIONNAIRE est seul responsable vis-à-vis des tiers, des clients et du CONCEDANT de tout accident, dégât et dommage résultant de son exploitation, de quelque nature. LE CONCESSIONNAIRE devra notamment justifier être couvert pour les dommages corporels résultant d'intoxications alimentaires pouvant survenir du fait de son activité.

Il lui appartient de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, les garanties qui couvrent l'ensemble des risques afférant à son activité.

Le CONCESSIONNAIRE fournit une copie de l'assurance ou des assurances prises dès la signature du contrat de concession et une copie du paiement annuel des primes d'assurance sous peine de résiliation du contrat. En cas de renouvellement ou d'avenants aux polices, une copie sera adressée au CONCEDANT dans les mêmes conditions.

Toutefois, ces communications n'engagent en rien la responsabilité du CONCEDANT pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avéreraient insuffisants.

LE CONCESSIONNAIRE renonce à tout recours contre le CONCEDANT en cas d'accident, dégât ou dommage résultant de son exploitation et étranger aux obligations du CONCEDANT.

3.3.8 Obligations comptables et administratives

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à tenir ses comptes et ses livres conformément à la législation en vigueur et à être en règle à l'égard des organismes sociaux et de sécurité sociale ainsi qu'en matière de réglementation fiscale.

Le CONCEDANT pourra solliciter le CONCESSIONNAIRE afin que lui soient produits ses comptes financiers (bilans, comptes de résultat). Dans l'hypothèse où le CONCESSIONNAIRE exploiterait, à travers une même société, d'autres lieux que le bar-restaurant et les bars annexes du TNS, les documents transmis au CONCEDANT identifient spécifiquement le bilan et le compte de résultat liés à l'activité du bar-restaurant et des bars annexes du TNS.

Une réunion annuelle permettra au CONCEDANT et au CONCESSIONNAIRE de faire le point sur l'exécution du présent contrat et sur l'activité du bar. Cette réunion est organisée au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable précédent.

Le CONCESSIONNAIRE transmet au CONCEDANT un rapport détaillé 15 jours ouvrables avant cette réunion. Ce rapport comprend les informations suivantes :

- Chiffre d'affaires de l'exercice clos ;
- Bénéfice de l'exercice clos ;

- Nombre de personnels employés au cours de l'exercice clos et de l'exercice en cours, avec mention des fonctions et quotités de travail pour chacun d'entre eux, ainsi que leur date d'embauche et de sortie des effectifs ;
- Liste des fournisseurs à date ;
- Nombre et nature d'événements organisés pour le compte de tiers ou à l'initiative du CONCESSIONNAIRE ;
- Résultat de l'enquête de satisfaction annuelle et actions proposées pour remédier aux sources d'insatisfaction identifiées.

3.3.9 Communication, signalisation, enseignes et publicité

Par souci d'harmonie avec la charte graphique du Théâtre National de Strasbourg, le CONCESSIONNAIRE fait valider sa charte graphique et ses supports de communication par le théâtre à son installation et avant toute modification, dans un délai de 15 jours ouvrables. Aucune modification ne peut être apportée par le CONCESSIONNAIRE sans l'accord exprès du CONCEDANT.

L'apposition de toute signalisation, enseigne ou publicité commerciale étrangère à l'activité du CONCESSIONNAIRE sur le site du Théâtre National de Strasbourg ou se rapportant à des activités culturelles est exclue. Aucune mention publicitaire ne devra apparaître sur le mobilier de la terrasse du bar-restaurant (y compris les parasols).

Toute enseigne et tout dispositif publicitaire que le CONCESSIONNAIRE souhaiterait apposer devra préalablement à sa mise en place être soumis à l'approbation expresse du CONCEDANT, dans un délai de 15 jours ouvrables, sauf accord dérogatoire entre les parties.

3.3.10 Exclusivité et autres manifestations

Le CONCESSIONNAIRE peut assurer des prestations collectives de restauration et de bar à la demande de tiers et d'organisations extérieures, ou organiser lui-même des événements, avec l'accord préalable du CONCEDANT dans un délai de 3 jours ouvrables à compter de la réception du planning du mois. Le CONCEDANT peut refuser la tenue d'un événement organisé au bar-restaurant du Théâtre National de Strasbourg pour le compte d'un tiers ou d'organisations extérieures ou par le CONCESSIONNAIRE lui-même en cas d'incompatibilité avec l'activité du Théâtre National de Strasbourg, pour tout risque d'atteinte à la notoriété et à l'image du Théâtre National de Strasbourg et pour tout motif d'intérêt général.

3.3.11 Obligation de reprise du personnel

Conformément aux dispositions de l'article L. 1224-1 du code du travail, le CONCESSIONNAIRE est tenu de reprendre les contrats de travail du personnel en place à la date de la mise en ligne de la présente consultation.

Le nombre de salariés à reprendre, la nature de leurs contrats de travail, leur qualification ainsi que toutes les informations utiles à la détermination de la masse salariale à reprendre sont précisés en Annexe 1 du présent document.

Le CONCESSIONNAIRE est seul responsable de l'engagement de son personnel conformément aux lois et règlements en vigueur.

En cas de résiliation du contrat ou de non renouvellement, et hormis le cas d'une reprise de l'exploitation en régie, le CONCEDANT est exempté de toute obligation de reprendre à sa charge le personnel du CONCESSIONNAIRE.

Le CONCEDANT est spécialement déchargé par le présent contrat de toutes les responsabilités, pécuniaires ou autres, pouvant avoir un rapport direct ou indirect avec la gestion du personnel du CONCESSIONNAIRE.

3.4 Équilibre financier du contrat de concession

3.4.1 Redevance

Le concessionnaire s'acquittera mensuellement d'une redevance de 1 900 € HT (mille neuf cent euros) par mois, soit un montant annuel de 22 800 € HT (vingt-deux mille huit cent euros).

La réalisation de réparations et travaux par le CONCESSIONNAIRE ou par le CONCEDANT n'entraîne aucune diminution de la redevance si ces réparations et travaux sont en lien avec l'exploitation de la concession.

En revanche, si la durée des travaux dépasse une durée d'un mois, qu'elle est sans rapport avec l'exploitation de la concession et de nature à induire une perte de chiffre d'affaires par le CONCESSIONNAIRE, une diminution du montant de la redevance due au titre de la période couverte par les travaux supérieure à un mois pourra être sollicitée par le CONCESSIONNAIRE auprès du CONCEDANT. Le montant de cette réduction ne peut dépasser 30% du montant mensuel de la redevance sans l'accord exprès du conseil d'administration du Théâtre National de Strasbourg.

La redevance peut être suspendue sur décision expresse du conseil d'administration du Théâtre National de Strasbourg en cas de force majeure empêchant l'exploitation du bar-restaurant de manière normale. En cas de force majeure restreignant l'activité du CONCESSIONNAIRE sans empêcher totalement l'exploitation du bar-restaurant, une remise de loyer peut être accordée par le CONCEDANT. Le montant de cette remise ne peut dépasser 30% du montant mensuel de la redevance sans l'accord exprès du conseil d'administration du Théâtre National de Strasbourg.

En cas de réduction ou de remise de loyer dans la limite de 30% du montant mensuel de la redevance accordée par le CONCEDANT au CONCESSIONNAIRE, la direction du Théâtre National de Strasbourg informe le conseil d'administration lors de sa réunion suivante.

3.4.2 Charges

Le montant des charges locatives y compris charges de vidange du bac à graisse est fixé à 700 € (cinq cent euros) euros par mois, soit un montant annuel de 7 200 € (six mille euros). Ce montant est payable mensuellement en même temps que le loyer principal.

Il est précisé que le montant des charges pourra connaître une variation en fonction de l'évolution du coût des fluides, notamment l'eau, l'électricité et le gaz, ainsi que d'autres facteurs pouvant impacter les dépenses communes de l'immeuble.

Sauf cas de force majeure entraînant une interruption totale du service, aucune remise ne peut être accordée par le CONCEDANT au CONCESSIONNAIRE s'agissant des charges.

3.4.3. Modalités de règlement de la redevance et du forfait de charges

La redevance et le forfait de charges feront l'objet, mensuellement, d'un prélèvement de la part du concessionnaire, au cours de la première quinzaine du mois en cours.

Article 4 : Manquements, sanctions et conditions de résiliation

4.1 Pénalités et résiliation pour défaut de service imputable au CONCESSIONNAIRE

La présence et la régularité du service assuré par le CONCESSIONNAIRE étant essentielles à la qualité de l'accueil assuré par le Théâtre National de Strasbourg, tout défaut de présence constaté sur l'un des jours d'ouverture du CONCEDANT ou sur l'une des périodes de représentation de spectacle, quel que soit le lieu d'exploitation concerné (bar-restaurant ou bar annexe) fera l'objet d'un rappel écrit de la part du CONCEDANT au CONCESSIONNAIRE.

Sauf cas de force majeure, en cas de répétition d'un manquement à la continuité de service, le CONCEDANT sera en droit de facturer au CONCESSIONNAIRE une pénalité de 300 € (trois cent euros) hors taxes par manquement constaté et par jour et lui adresser une mise en demeure de respecter ses obligations.

Hors cas de force majeure, au-delà de 3 manquements par saison, le CONCEDANT pourra procéder à la résiliation du contrat de concession pour faute du CONCESSIONNAIRE. La décision de résilier le contrat ne peut intervenir qu'après mise en demeure du CONCESSIONNAIRE par le CONCEDANT au CONCESSIONNAIRE, avec accusé de réception, lui exposant les manquements constatés et l'intention de résilier le contrat, lui laissant un délai de 15 jours ouvrables pour exposer les motifs expliquant le défaut de service et lui octroyant un délai d'un mois pour résoudre la situation.

En l'absence de motif extérieur à la responsabilité du CONCESSIONNAIRE expliquant les manquements répétés à l'obligation de continuité de service ou en cas d'absence de réponse par le CONCESSIONNAIRE à la mise en demeure, les parties ont recours à une conciliation destinée à rétablir la continuité de service et à garantir le respect de ses obligations par le CONCESSIONNAIRE.

Dans ce cadre, la partie la plus diligente proposera à l'autre partie le conciliateur de son choix.

En cas d'échec de la conciliation dans un délai d'un mois à compter de la désignation du conciliateur ou en cas de refus du CONCESSIONNAIRE de participer à la mesure de conciliation, le CONCEDANT sera en droit de procéder à la résiliation du contrat de concession. Dans cette hypothèse, la résiliation intervient aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE dans le respect du préavis défini par le CONCEDANT.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2141-7 du code de la commande publique, le Théâtre National de Strasbourg, autorité concédante, pourra exclure de la procédure de passation de la concession ultérieure le CONCESSIONNAIRE qui aurait été sanctionné par une résiliation.

4.2 Pénalités pour manquements aux autres obligations du CONCESSIONNAIRE

Les manquements constatés à quelque une des obligations incombant au CONCESSIONNAIRE au titre des lois et règlements d'une part et au titre du présent contrat d'autre part, font l'objet d'un courrier de mise en demeure, avec mention d'un délai de réponse et mention d'un délai de résolution ou mise en conformité.

La non-résolution, dans le délai imparti par le CONCEDANT, des manquements constatés donne lieu aux pénalités suivantes :

- La méconnaissance des obligations relatives à la nature et aux prescriptions de l'offre prestée prévues aux articles 1.1, 1.2 et 3.3.4, incluant notamment le respect d'un approvisionnement en produits issus des circuits-courts et/ou de l'agriculture biologique ou raisonnée : 50€ (cinquante euros) hors taxes par manquement constaté et par jour ;
- La méconnaissance des obligations relatives aux horaires prévues à l'article 2.3 : 50€ (cinquante euros) hors taxes par manquement constaté et par jour ;
- La méconnaissance des obligations relatives à l'information préalable ou à l'accord exprès en matière d'aménagement des locaux et équipements prévus à l'article 3.2 : 300€ (cinquante euros) hors taxes par manquement constaté ;
- La méconnaissance des obligations relatives à la modification du CONCESSIONNAIRE prévues à l'article 3.3.3 : 200€ (deux cent euros) hors taxes par manquement constaté et par jour, nonobstant la possibilité pour le CONCEDANT d'engager une procédure de résiliation pour manquement dans les conditions prévues par l'article 3.3.3 et l'article 4.3 ;
- La méconnaissance des obligations relatives à l'utilisation et l'entretien des locaux et du matériel prévues à l'article 3.3.5 : 200€ (deux cent euros) hors taxes par manquement constaté et par jour. Dans l'hypothèse où serait constatée une vétusté précoce des matériels et équipements mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE par le CONCEDANT, y compris s'agissant des biens de retour, notamment à l'issue de la concession, imputable à une utilisation non conforme aux prescriptions techniques du fournisseur

imputable au CONCESSIONNAIRE ou un défaut d'entretien imputable au CONCESSIONNAIRE, le CONCEDANT est habilité à facturer au CONCESSIONNAIRE le coût de la réparation ou du remplacement de l'équipement en cause soit si la réparation est impossible, soit si le coût de la réparation dépasse la valeur nette comptable de l'équipement ;

- La méconnaissance des obligations comptables et administratives prévues à l'article 3.3.8 : 50€ (cinquante euros) hors taxes par manquement constaté et par jour ;
- La méconnaissance des obligations relatives à la communication, la signalisation, les enseignes et la publicité prévues à l'article 3.3.9 : 50€ [cinquante euros) hors taxes par manquement constaté et par jour ;
- La méconnaissance des obligations relatives à l'exclusivité et aux autres manifestations prévues à l'article 3.3.10 : 200€ (deux cents euros) hors taxes par manquement constaté et par jour ;

4.3 Résiliation du contrat par le CONCEDANT

Outre l'hypothèse de résiliation prévue à l'article 4.1, le CONCEDANT est autorisé à résilier le contrat de concession dans les conditions prévues par les dispositions du code de la commande publique, notamment pour faute du CONCESSIONNAIRE. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du CONCESSIONNAIRE, à l'exception de l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général.

La résiliation ne peut intervenir qu'après mise en demeure du CONCESSIONNAIRE par le CONCEDANT faisant état de la nature des manquements constatés aux obligations contractuelles et extracontractuelles incombant au CONCESSIONNAIRE et de son intention de résilier le contrat en l'absence de résolution de ces manquements. Le CONCESSIONNAIRE dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure et d'un délai d'un mois pour mettre fin aux manquements constatés.

En l'absence de motif extérieur à la responsabilité du CONCESSIONNAIRE expliquant les manquements constatés ou en cas d'absence de réponse par le CONCESSIONNAIRE à la mise en demeure, les parties ont recours à la conciliation en vue de garantir le respect de ses obligations par le CONCESSIONNAIRE.

En cas d'échec de la conciliation dans un délai d'un mois le CONCEDANT est autorisé à procéder à la résiliation du contrat de concession. Dans cette hypothèse, la

résiliation intervient aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE, dans le respect du préavis défini par le CONCEDANT.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2141-7 du code de la commande publique, le Théâtre National de Strasbourg, autorité concédante, pourra exclure de la procédure de passation de la concession ultérieure le CONCESSIONNAIRE qui aurait été sanctionné par une résiliation.

Article 5 : Adresse supplémentaire et point de contact

Si la compréhension de certains éléments du marché nécessitait des compléments d'informations, la demande explicite devrait être formulée uniquement par écrit soit :

- À l'adresse du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>
- À défaut à l'adresse électronique : achats@tns.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date de remise des plis. Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Article 6 : Contestation et litiges

6.1 Force majeure

Aucune partie ne peut voir sa responsabilité engagée pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent contrat, dès lors que motif direct repose sur la survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie par tous moyens et dans les plus brefs délais à l'autre partie.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations, si les circonstances lui en laissent la possibilité.

La partie qui, par action ou par omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement de force majeure ne peut l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En cas de force majeure de nature à bouleverser l'équilibre économique du contrat et non surmontable dans un délai raisonnable, le contrat de concession peut être résilié sans conciliation préalable et sans que le CONCESSIONNAIRE puisse réclamer l'indemnisation de son préjudice.

La grève du personnel n'est pas considérée comme un cas de force majeure.

6.2 Résolution extra-judiciaire des litiges

Les parties s'engagent à tenter de résoudre leurs désaccords et litiges relatifs à l'interprétation et l'exécution du contrat de concession par la voie de la conciliation avant tout recours en justice.

Le recours à la conciliation intervient après mise en demeure de chacune des parties de se conformer à ses obligations. Cette mise en demeure mentionne les manquements reprochés, le délai de réponse et le délai de résolution.

6.3 Juridiction compétente

Procédures de recours : Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG, 31, AVENUE DE LA PAIX

BP 51038, 67070, STRASBOURG CEDEX, France

Téléphone : (+33) 3 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Lu et accepté par le Titulaire

Fait à Strasbourg en 2 exemplaires originaux, le

Pour le CONCEDANT :
CONCESSIONNAIRE :

Pour le

Christophe FLODERER

Administrateur | Directeur délégué